

Groupe **ODESIA**

RAPPORT DE GESTION

POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2009

ANALYSE DE L'EXPLOITATION ET DES RÉSULTATS FINANCIERS PAR LA DIRECTION ET DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion (le « rapport ») porte sur les résultats d'exploitation du Groupe ODÉSIA inc. (la « Société »), pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009. Les commentaires contenus aux présentes visent à aider le lecteur à mieux comprendre les activités du Groupe ODÉSIA inc. et relever les éléments-clés de ses états financiers.

Préparé conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés non-vérifiés pour la période terminée le 30 septembre 2009 et les notes afférentes de même qu'avec le rapport de gestion de l'exercice terminée le 31 décembre 2008 ainsi que les états financiers consolidés annuels vérifiés de la même période. Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (« PCGR »), par contre, ils n'incluent pas toute l'information et les divulgations requissent dans la préparation des états financiers annuels. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens. La préparation des états financiers selon les PCGR nécessite de la part de la direction l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un effet sur les montants d'actif et de passif portés aux états financiers, sur la divulgation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des revenus et des charges durant la période visée. Ces estimations sont basées sur l'expérience de la direction et sur d'autres hypothèses qu'elle croit être raisonnables dans les circonstances. Les états financiers intermédiaires consolidés du troisième trimestre terminé le 30 septembre 2009 n'ont pas été examinés par les vérificateurs de la Société.

Les états financiers et le rapport ont été revus par le comité de vérification, des ressources humaines et de régie d'entreprise de la Société, et approuvés par son conseil d'administration le 25 novembre 2009.

Description des activités de la Société

La Société offre des solutions en intelligence d'affaires (BI) et en entrepôts de données aux grandes et moyennes entreprises depuis 1998. Elle s'est donné pour mission de soutenir sa clientèle dans sa démarche de conception et d'implantation d'une infrastructure décisionnelle contribuant à la vision stratégique de l'entreprise. La Société aide les entreprises à atteindre une performance optimale en leur faisant expérimenter le plein potentiel de la technologie d'intelligence d'affaires. Cette technologie leur donne les moyens d'accéder à l'information, de la traiter et de la transmettre à tous les niveaux de l'organisation de même qu'à leurs clients et à leurs partenaires d'affaires.

La stratégie de la Société est en partie axée sur la croissance par acquisitions afin d'élargir la gamme de services offerts à sa clientèle et d'étendre sa couverture géographique. C'est ainsi qu'au 30 novembre 2007, la Société a procédé à l'acquisition de la totalité des actions en circulation de Resource IT (renommée Odésia Mexique), une firme établie au Mexique et spécialisée dans la prestation de services professionnels de consultation en technologie de l'information. En 2006, la Société avait acquis 70% des actions en circulation de BI Expert SAS (renommée Odésia Europe SAS), une société française de consultation en technologies de l'information œuvrant en Europe.

Déclarations prospectives

Certaines affirmations de cette analyse constituent des énoncés prospectifs, lesquels sont sujets à des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent impliquer que les résultats, le rendement et les réalisations réelles de la Société, ou ceux de son secteur d'activités, différeront sensiblement des résultats, du rendement et des réalisations exprimés ou sous-entendus par ces énoncés prospectifs.

RAPPORT DE GESTION POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2009

Les déclarations formulées d'après les attentes actuelles de la direction comportent des risques et des incertitudes inhérents, connus ou non. Des verbes, à la forme affirmative ou négative, tels que «croire», «prévoir», «estimer», «s'attendre», «viser» et «évaluer» ainsi que des expressions apparentées sont utilisés pour ces commentaires prospectifs. Ces déclarations expriment les intentions, projets, attentes ou opinions de la Société sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Les résultats futurs pourraient être différents de ce qui est prévu.

Faits saillants du trimestre

Les faits saillants du troisième trimestre de 2009 sont les suivants :

- ODESIA a réalisé un bénéfice net de 24 000 \$ au troisième trimestre terminé le 30 septembre 2009, comparativement à une perte nette de 132 000 \$ au cours de la même période l'an dernier. Il s'agit du premier trimestre rentable d'ODESIA depuis décembre 2006.
- Les ventes de la Société ont diminué de près de 1 132 000 \$ ou 26 %, passant de 4 350 000 \$ au troisième trimestre de 2008 à 3 218 000 \$ au troisième trimestre de 2009. Ce recul des ventes est attribuable aux répercussions de la crise économique sur les activités à l'échelle mondiale.
- Au troisième trimestre de 2009, la charge d'amortissement des actifs corporels et incorporels d'ODESIA atteint 17 000 \$, soit une diminution de 90 % ou 150 000 \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution de la charge d'amortissement est attribuable à la radiation des actifs incorporels enregistrée au cours de l'exercice 2008.
- Le récent renouvellement du conseil d'administration de la Société conjugué à la faiblesse du cours de l'action d'ODESIA ont donné lieu à un rajustement positif d'environ 102 000 \$ de la charge découlant du régime d'unités d'actions différées.
- Suite à une évaluation du gouvernement mexicain à l'égard des retenues sur la paie exigibles, une provision de 91 000 \$ (1 146 000 pesos) a été enregistrée au troisième trimestre de 2009.
- ODESIA a réalisé un gain de 43 000 \$ sur les opérations de change au cours du troisième trimestre de 2009, comparativement à une perte de 95 000 \$ sur les opérations de change au cours du trimestre correspondant de 2008.

Renseignements financiers choisis

Résultats

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Pour les trois mois terminés les 30 septembre (non vérifié)		Pour les neuf mois terminés les 30 septembre (non vérifié)	
	2009	2008	2009	2008
Chiffre d'affaires	3 218	4 350	10 672	12 857
Bénéfice (Perte) avant amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, frais financiers et impôts sur les bénéfices	108	195	(98)	99
Bénéfice net (Perte nette) et résultat étendu	24	(132)	(499)	(1 549)
Bénéfice net (Perte nette) par action de base et dilué(e)	0 ,001	(0 ,005)	(0 ,017)	(0 ,055)

Bilan

(en milliers de dollars)	30 septembre 2009 (non vérifié)	31 décembre 2008 (vérifié)
Actif total	5 787	6 333
Versement sur passif à long terme	50	333
Passif à long terme	784	629

Résultats d'exploitation

Chiffre d'affaires

Au cours du troisième trimestre terminé le 30 septembre 2009, la Société a enregistré un chiffre d'affaires de 3 218 000 \$, comparativement à 4 350 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2008, une baisse de 1 132 000 \$ ou 26 %. Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, la Société a enregistré un chiffre d'affaires de 10 672 000 \$, comparativement à 12 857 000 \$ pour la période correspondante de 2008, une baisse de 2 185 000 \$ ou 17 %. Ce recul du chiffre d'affaires résulte principalement de la crise économique sur les activités à l'échelle mondiale. Le chiffre d'affaires réalisé auprès de la clientèle du Canada a diminué, passant de 1 595 000 \$ au troisième trimestre de 2008 à 1 377 000 \$ au troisième trimestre de 2009, soit une baisse de 219 000 \$ ou 14 %. Toutefois, les activités en France et au Mexique ont été encore plus touchées par la crise financière. Le chiffre d'affaires enregistré auprès de la clientèle de la France a diminué de 419 000 \$ ou 21 %, passant de 1 971 000 \$ au troisième trimestre de 2008 à 1 551 000 \$ pour la période correspondante de 2009. Parallèlement, le chiffre d'affaires enregistré auprès de la clientèle du Mexique a diminué de 494 000 \$ ou 63 %, passant de 784 000 \$ au troisième trimestre de 2008 à 290 000 \$ au troisième trimestre de 2009. ODESIA a restructuré sa force de vente au Mexique plus tôt cette année pour corriger la situation et a élargi l'éventail de ses services offerts. Bien que nous percevions actuellement des signes encourageants de reprise sur le marché mexicain, cette reprise est plus lente que prévu initialement par ODESIA et la direction examine actuellement d'autres solutions possibles.

En raison de la conjoncture économique, il y a un risque accru que le rendement antérieur, particulièrement sur le plan des ventes, ne soit pas représentatif de l'avenir. Toutefois, compte tenu des processus de vente actuels, ODESIA a confiance de pouvoir au moins maintenir le niveau de ses ventes du troisième trimestre de 2009 pour le dernier trimestre de l'exercice 2009. Dans le cas où surviendrait une diminution de la demande des clients actuels, ODESIA a un plan pour mettre en place de nouveaux efforts de restructuration.

Coût des services fournis, frais d'exploitation et frais d'administration

Le coût des services fournis, des frais d'exploitation et des frais d'administration de la Société s'est élevé à 3 110 000 \$ pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2009, comparativement à 4 155 000 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, une baisse de 1 045 000 \$ ou 25 %. De même, le coût des services fournis, des frais d'exploitation et des frais d'administration de la Société s'est élevé à 10 770 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, comparativement à 12 758 000 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, une baisse de 1 988 000 \$ ou 16 %.

Le coût des services fournis comprend principalement les salaires de nos collaborateurs et les coûts directs de contrats. Étant donné que la Société œuvre dans le domaine de la consultation, le coût des services fournis est étroitement corrélé au chiffre d'affaires. En comparaison avec la période correspondante de 2008, les marges brutes d'exploitation pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2009 ont varié notamment en raison des facteurs suivants :

- Les opérations au Mexique ont été prises de court par la forte chute soudaine des ventes au deuxième trimestre de 2009, laquelle a persisté au troisième trimestre de 2009. Cette chute des ventes a forcé la Société à verser des primes de départ pour réagir à la situation.
- Le taux de placement global des ressources a été plus faible en 2009.
- En revanche, la restructuration initiée par la Société au dernier semestre de 2008 se traduit maintenant par d'importantes économies de coûts.
- À la fin de juin 2009, la Société a autorisé le vice-président d'ODESIA Mexique à prendre un congé sabbatique non rémunéré pour une période indéterminée. Il n'est pas remplacé durant ce congé autorisé.
- Suite à une évaluation du gouvernement mexicain à l'égard des retenues sur la paie exigibles, une provision de 91 000 \$ (1 146 000 pesos) a été enregistrée au troisième trimestre de 2009.
- Une subvention de l'État de 54 000 \$ a été reçue au premier semestre de 2009 pour permettre à ODESIA de former ses employés canadiens dans le contexte du ralentissement des activités lié à la crise financière.

RAPPORT DE GESTION POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2009

En comparaison au troisième trimestre de 2008 et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2008, les frais d'exploitation et d'administration des périodes équivalentes de 2009 ont varié notamment en raison des facteurs suivants :

- La restructuration qui a eu lieu au cours du dernier semestre de 2008 a permis de diminuer les frais d'exploitation et d'administration en 2009 par rapport à ceux de 2008.
- La Société a eu moins recours à des professionnels externes au cours des neuf premiers mois de 2009 qu'au cours de la période équivalente de 2008.
- Le récent renouvellement du conseil d'administration de la Société conjugué à la faiblesse du cours de l'action d'ODESIA ont donné lieu à un rajustement positif d'environ 102 000 \$ de la charge découlant du régime d'unités d'actions différées.

Amortissement des actifs corporels et incorporels

L'amortissement des actifs corporels et incorporels se chiffre à 17 000 \$ pour le troisième trimestre de 2009 (66 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009), comparativement à 168 000 \$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent (608 000 \$ pour la période correspondante de neuf mois de l'exercice précédent), soit une baisse de 150 000 \$ (baisse de 542 000 \$ pour la période de neuf mois). Cette diminution de la charge d'amortissement est principalement attribuable à la radiation des actifs incorporels au cours de l'exercice 2008.

Frais financiers et gain ou perte de change

Les frais financiers et gain ou perte de change se sont élevés à 83 000 \$ au troisième trimestre de 2009, comparativement à 226 000 \$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une baisse de 143 000 \$ ou 63 %. Les taux d'intérêt ont été moins élevés et la dette à long terme a diminué au troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008. Cependant, ODESIA a émis une nouvelle débenture convertible depuis juillet 2008. Tous ces éléments réunis ont engendré une baisse de 10 000 \$ des intérêts débiteurs au troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008. Par conséquent, la majeure partie de cette diminution des frais financiers et gain ou perte de change mentionnés précédemment s'explique principalement par le gain de 43 000 \$ que la Société a réalisé sur les opérations de change au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2009, comparativement à une perte de 95 000 \$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour les mêmes raisons, les frais financiers et gain ou perte sur change se sont élevés à 365 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, comparativement à 425 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008, ceci représente une diminution de 59 000 \$ ou 14 %.

Perte nette

Le bénéfice net, pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2009, s'est élevé à 24 000 \$ ou 0,001 \$ par action, comparativement à une perte nette de 132 000 \$ ou 0,005 \$ par action au troisième trimestre de 2008. La perte nette, pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, s'est élevée à 499 000 \$ ou 0,017 \$ par action, comparativement à 1 549 000 \$ ou 0,055 \$ par action pour la période correspondante de 2008.

L'année dernière, la perte nette pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008 comprenait une radiation de 1 010 000 \$ d'une partie des actifs incorporels.

Données trimestrielles (non vérifiées)

Le tableau suivant résume certaines informations consolidées concernant les onze derniers trimestres de la Société :

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	T1	T2	T3	
	31 mars	30 juin	30 septembre	
2009	\$	\$	\$	
Chiffre d'affaires	3 997	3 457	3 218	
Bénéfice net (Perte nette) et résultat étendu	(17)	(506)	24	
Bénéfice net (Perte nette) par action de base et dilué(e)	(0,001)	(0,017)	0,001	

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	T1	T2	T3	T4
	31 mars	30 juin	30 septembre	31 décembre
2008	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	4 236	4 271	4 350	4 278
Perte nette et résultat étendu	(217)	(1 199)	(132)	(1 459)
Perte nette par action de base et diluée	(0,008)	(0,043)	(0,005)	(0,049)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	T1	T2	T3	T4
	31 mars	30 juin	30 septembre	31 décembre
2007	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	2 562	3 854	3 415	3 594
Perte nette et résultat étendu	(110)	(6)	(195)	(302)
Perte nette par action de base et diluée	(0,004)	(0,000)	(0,008)	(0,011)

La stratégie de croissance par acquisitions d'ODESIA a menée à l'augmentation du chiffre d'affaires à travers les trimestres de 2007 et 2008; le défi d'intégration de cette stratégie explique l'augmentation de la perte nette à travers cette même période. En 2009, en réponse au contexte économique difficile, nos clients ont réévalué le calendrier de leurs stratégies d'investissement et restructuré leurs dépenses de manière à faire face à leurs problèmes sur le plan des liquidités et de la marge. Ces mesures de prudence ont mené à la réduction ou au report des dépenses en TI, ce qui s'est par ricochet répercuté sur le chiffre d'affaires d'ODESIA. Nous avons réagi en rationalisant nos coûts et en cherchant continuellement à décrocher de nouveaux contrats et à obtenir des élargissements et des renouvellements, comme en témoigne l'amélioration graduelle du bénéfice net (perte nette) depuis le premier trimestre de 2009.

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément révélatrices des résultats futurs de la Société. Premièrement, les résultats trimestriels se ressentent de certains éléments comme les vacances et le nombre de jours fériés au cours d'un trimestre donné. Deuxièmement, le volume de travail émanant de certains clients peut varier d'un trimestre à l'autre en fonction de leur cycle conjoncturel et du caractère saisonnier de leurs propres activités.

En règle générale, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont susceptibles de fluctuer considérablement d'un trimestre à l'autre en fonction du moment où d'importants clients effectuent leurs paiements mensuels, ainsi que des dates de réception des divers crédits d'impôt.

Les mouvements des taux de change occasionnent également des écarts trimestriels qui sont susceptibles d'augmenter proportionnellement au pourcentage du chiffre d'affaires en devises étrangères. Cependant, les marges d'ODESIA sont naturellement protégées contre le risque de change.

Données sur les actions en circulation

Les informations relatives aux actions en circulation au 26 novembre 2009 sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Actions ordinaires en circulation	29 620 286
Options d'achat d'actions en circulation	435 000
Bons de souscription en circulation	350 000
Actions ordinaires en circulation sur une base diluée	30 405 286

De plus, les débetures convertibles pourraient être converties en 1 818 750 actions ordinaires et 909 375 bons de souscription.

Bilan

L'actif à court terme s'élève à 4 271 000 \$ au 30 septembre 2009, comparativement à 4 790 000 \$ au 31 décembre 2008, une diminution de 519 000 \$. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des comptes débiteurs, aux contrats en cours et au crédit d'impôt recherche recouvrable. Le volume de vente moins important au troisième trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008 explique la diminution des comptes débiteurs et des contrats en cours. Le crédit d'impôt à la recherche a été encaissé au deuxième trimestre terminé le 30 juin 2009.

L'actif total de la Société se chiffre à 5 787 000 \$ au 30 septembre 2009, comparativement à 6 333 000 \$ au 31 décembre 2008, une baisse de 546 000 \$. Cette baisse s'explique principalement par la diminution de l'actif à court terme décrite dans le paragraphe précédent.

Le passif à court terme s'élève à 4 843 000 \$ au 30 septembre 2009, comparativement à 5 052 000 \$ au 31 décembre 2008, une baisse de 209 000 \$. Cette baisse est imputable à une diminution des versements sur la dette à long terme suivant la renégociation des termes de paiement de l'entente de la dette à long terme.

Liquidités et ressources en capital

Au 30 septembre 2009, la Société avait en liquidités 417 000 \$, comparativement à 370 000 \$ au 31 décembre 2008. Au 30 septembre 2009, le fonds de roulement était négatif à 572 000 \$, comparativement à un fonds de roulement négatif de 262 000 \$ au 31 décembre 2008. ODESIA prévoit que les flux de trésorerie issus des activités de la Société seront suffisants pour subvenir à ses besoins en liquidités dans les prochains mois. En ce moment, la Société n'a aucun autre crédit disponible outre les prêts bancaires, lesquels ne sont pas utilisés jusqu'à la limite autorisée. La Société a utilisé son moratoire sur le remboursement de sa débeture convertible en juillet 2009. Ce moratoire permet à la Société de bénéficier, pendant douze mois, d'un congé de paiement de capital sur sa débeture convertible.

Au 30 septembre 2009, la Société ne rencontrait pas les ratios financiers requis par ses banques (voir la note 8 dans les états financiers consolidés de la Société). Cette situation s'explique en grande partie par la perte nette subie en 2008 et par l'acquisition de contrats clients totalisant près de 1,5 million de dollars et l'acquisition de Resource IT (dorénavant connue sous le nom d'ODESIA Mexique). De plus, ODESIA Mexique a été incapable de respecter ses obligations de remboursement en septembre 2009. Environ 500 000 \$ seraient nécessaires pour honorer les obligations. La Société négocie présentement avec le prêteur concerné par ce défaut de remboursement en vue de refinancer cette dette par un prêt à long terme. Par conséquent, la capacité de la Société à réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs est tributaire de la collaboration soutenue de ses prêteurs et actionnaires. Les dirigeants de la Société cherchent aussi présentement à obtenir un financement additionnel (entre 2 000 000 \$ et 5 000 000 \$), mais rien ne garantit que la Société réussisse à obtenir de tels fonds à des conditions satisfaisantes. La Société peut émettre de nouvelles actions et de nouveaux titres de dettes ou procéder à un refinancement de la dette existante avec des caractéristiques différentes. Ces fonds serviraient à améliorer le fonds de roulement de la Société et s'assurer qu'elle peut procéder à des acquisitions sélectives si d'excellentes occasions sont identifiées. La Société a également adopté un plan de rationalisation des dépenses pour faire face à la situation. ODESIA mettra tout en œuvre pour optimiser sa valeur, incluant, sans toutefois s'y limiter, la réalisation de certains actifs.

Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Après l'ajustement des éléments hors trésorerie comme l'amortissement des actifs corporels, des intérêts implicites et des variations d'éléments du fonds de roulement, les activités d'exploitation ont produit des flux de trésorerie de 51 000 \$ au cours du troisième trimestre terminé le 30 septembre 2009 et des flux de trésorerie de 206 000 \$ au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009.

En comparaison, au cours du troisième trimestre de 2008, les activités d'exploitation ont nécessité l'utilisation de 1 402 000 \$ de flux de trésorerie, comparativement à 1 124 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement n'ont pas varié de manière importante et résultent de l'acquisition des immobilisations corporelles et autres actifs.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement

Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2009, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont principalement varié en raison des versements sur la dette à long terme et la variation des emprunts bancaires.

Pour les périodes correspondantes terminées l'exercice précédent, soit le 30 septembre 2008, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont varié en raison du placement privé du 21 juillet 2008 qui a produit des flux de trésorerie positifs après l'émission des débetures convertibles, des actions et des bons de souscription. Ce placement privé contrebalance les écarts causés par les versements réalisés sur la dette à long terme durant ces périodes.

Instruments financiers

La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés.

Transaction hors bilan

La Société n'a réalisé aucune transaction hors bilan au cours du trimestre.

Modifications comptables

Normes comptables récemment adoptées

Écart d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Ce chapitre fournit les lignes directrices sur la comptabilisation, la mesure, la présentation et la divulgation des écarts d'acquisition et actifs incorporels. Cette nouvelle norme est en vigueur pour les exercices ouverts depuis le 1^{er} octobre 2008. Cette nouvelle norme n'a pas d'incidence sur les résultats financiers de la Société. La Société a adopté ce chapitre le 1^{er} janvier 2009.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 20 janvier 2009, le Comité des problèmes nouveaux de l'ICCA a approuvé l'abrégié No. 173, « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers », (« CPN-173 ») selon lequel le risque de crédit propre à une entité et le risque de crédit de sa contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. Le CPN-173 a été appliqué rétroactivement sans retraitement des périodes antérieures à tous les actifs financiers et passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers intermédiaires et annuels pour les périodes se terminant à compter de la date de publication de cet abrégé. Ce nouvel abrégé n'a pas d'incidence sur les résultats financiers de la Société. La Société a adopté les dispositions du CPN-173 dans sa détermination de la juste valeur depuis le 31 mars 2009.

Normes comptables futures

Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises » (« ICCA 1582 »), le chapitre 1601 « États financiers consolidés » (« ICCA 1601 ») et le chapitre 1602 « Participations sans contrôle » (« ICCA 1602 »). ICCA 1582, qui remplace le chapitre 1581 « Regroupements d'entreprises », fournit les lignes directrices sur la mesure d'un regroupement d'entreprises et sur la comptabilisation et la mesure des actifs acquis et des passifs pris en charge. ICCA 1601, qui remplace le chapitre 1600, réitère les directives canadiennes existantes sur la préparation d'états financiers consolidés à la suite d'une acquisition autre qu'une participation sans contrôle. ICCA 1602 établit les directives pour le traitement des participations sans contrôle à la suite d'acquisitions par le biais d'un regroupement d'entreprises. Ces nouvelles normes entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier, 2011. L'adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement les effets de l'adoption de ces modifications.

Instruments financiers – informations à fournir

En juin 2009, le chapitre 3862 « Instruments financiers - informations à fournir » du Manuel de l'ICCA, a été modifié afin d'inclure des obligations d'information supplémentaires concernant les évaluations de la juste valeur d'instruments financiers et d'étoffer les obligations d'information sur le risque de liquidité.

Dans le cas des évaluations de la juste valeur comptabilisées au bilan, l'entité doit fournir notamment les nouvelles informations suivantes pour chaque catégorie d'instruments financiers :

- Le niveau de hiérarchie des évaluations à la juste valeur dans lequel les évaluations de la juste valeur sont classées dans leur intégralité, en différenciant ces évaluations selon les niveaux suivants :
 - Niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
 - Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
 - Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables)

Dans le cas des informations sur le risque de liquidité, il est maintenant précisé qu'une entité doit fournir une analyse quantitative des échéances pour les passifs financiers non dérivés (y compris les contrats de garantie financière émis) et une analyse quantitative des échéances des passifs financiers dérivés. Cette dernière analyse doit comprendre les échéances contractuelles résiduelles si celles-ci sont essentielles à la compréhension du calendrier des flux de trésorerie. L'exigence relative à la description de la façon dont elle gère le risque de liquidité inhérent aux éléments précédents est conservée.

Les modifications au chapitre 3862 s'appliquent aux états financiers annuels des exercices se terminant après le 30 septembre 2009. Pour le premier exercice d'application, l'entité n'est pas tenue de fournir de façon comparative les informations requises par les modifications. L'adoption anticipée est permise. Ce chapitre traite seulement d'informations à fournir et, selon toute attente, n'aura pas d'incidence sur les résultats financiers de la Société.

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que les PCGR utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés par les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. La Société présentera ses états financiers intermédiaires et annuels conformément aux IFRS pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2011. La Société prépare actuellement son plan de conversion aux IFRS. Ce plan visera en particulier à déterminer les différences entre les IFRS et les conventions comptables suivies par la Société, à évaluer l'incidence sur les états financiers consolidés de la Société, et au besoin, à analyser les diverses conventions comptables que la Société pourrait choisir d'adopter. En conséquence, il est impossible pour le moment de déterminer raisonnablement l'incidence de cette modification comptable prévue sur les résultats financiers et la situation financière consolidés de la Société.

Transition vers les normes internationales d'information financière (les IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement alignés sur les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). La Société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice 2011 selon les IFRS.

La Société a établi un plan de basculement en vue de la conversion à ces nouvelles normes selon l'échéancier fixé pour ces nouvelles règles. Le projet de mise en œuvre comprend trois phases principales, soit

- l'évaluation initiale des incidences et délimitation de la portée – sera complété durant le T4 2009
- l'analyse des répercussions et la conception - sera complété durant le T1 2010
- la mise en œuvre et l'examen - sera complété au cours des T2, T3 et T4 2010

Lors de son analyse comparative préliminaire des IFRS et des PCGR du Canada, la Société a décelé des différences. Actuellement, les incidences sur la situation financière et les résultats d'exploitation futurs ne peuvent être déterminées ou estimées de façon raisonnable. ODESIA poursuit son examen des normes s'appliquant à elle et procédera à l'évaluation de ces incidences.

Contrôles et procédures

Contrairement à l'attestation prévue dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (le « Règlement 52-109 »), ODESIA, à titre d'émetteur émergent, ne fait aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109. Plus particulièrement, la direction ne fait aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de ce qui suit :

- i) les contrôles et autres procédures conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information qui doit être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais présents par cette législation;
- ii) le processus conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

La direction d'ODESIA a la responsabilité de s'assurer qu'il existe des processus leur permettant d'avoir les connaissances nécessaires à l'examen des états financiers et du rapport de gestion annuels et intermédiaires; pour déclarer que les documents annuels et intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ; et pour déclarer que les états financiers annuels et intermédiaires et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents annuels et intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière d'ODESIA au 31 décembre 2008, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour cet exercice ou période.

Les investisseurs doivent savoir que les limites sur la capacité de la direction d'ODESIA de concevoir et de mettre en œuvre de façon rentable des CPCI et un CIIF, au sens du Règlement 52-109, peuvent donner lieu à d'autres risques concernant la qualité, la fiabilité, la transparence et les délais de publication des documents annuels et intermédiaires et des autres rapports déposés en vertu de la législation en valeurs mobilières.

Facteurs de risques

Les affaires de la Société sont généralement sujettes à certains risques qui sont décrits comme suit :

Dépendance envers les clients importants

Un nombre limité de clients a, dans le passé, généré une partie importante des produits d'exploitation de la Société. La concentration des produits d'exploitation de la Société auprès d'un nombre limité de clients peut faire en sorte que ses produits d'exploitation et bénéfices fluctuent de manière appréciable d'un trimestre à l'autre. La Société s'attend à ce que, dans un avenir prévisible, les produits d'exploitation attribuables à un nombre relativement limité de clients continuent de représenter un pourcentage important de ses produits d'exploitation et rien ne garantit que les clients de la Société, y compris ses clients importants, continueront d'utiliser ses solutions ou qu'ils continueront à les utiliser au même degré qu'auparavant. La perte d'un ou de plusieurs des clients importants de la Société ou une réduction importante de leur utilisation des services et solutions de la Société, y compris une perte ou une réduction causée par des facteurs hors du contrôle de la Société, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. En outre, des retards dans le recouvrement (ou l'impossibilité de recouvrer) des comptes à recevoir de l'un, ou plusieurs, des clients importants de la Société pourraient avoir des conséquences défavorables importantes sur ses liquidités ou son fonds de roulement.

La gestion de la croissance et le développement de marché

La Société prévoit que ses activités et l'industrie dans laquelle elle est active continueront d'évoluer rapidement. La Société prévoit augmenter de façon importante ses efforts de commercialisation, sa capacité de fournir des solutions et services à ses clients, tant au Canada qu'à l'étranger, et le nombre de personnes à son emploi. Si la Société connaît une croissance rapide, sa capacité à être rentable pourra dépendre, entre autres, de sa capacité à gérer en même temps un nombre important de ressources humaines et de projets en intelligence d'affaires. Le défaut des dirigeants de la Société de réagir avec efficacité aux changements technologiques et dans les conditions d'affaires, et de gérer ces changements, pourrait avoir des conséquences défavorables importantes sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

L'importance et les coûts de la main-d'œuvre

La Société dépendra des services de ses employés spécialisés et de son personnel de direction. La perte de l'une de ces personnes pourrait avoir une incidence défavorable importante sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. La réussite de la Société sera largement tributaire de son habileté continue à identifier, embaucher, former, motiver et conserver des employés de direction, employés spécialisés et du personnel de vente et de commercialisation hautement compétent. La concurrence à l'égard de ses employés peut être intense et la Société ne peut assurer qu'elle sera en mesure d'attirer du personnel spécialisé ou de direction hautement compétent à l'avenir. Son incapacité à attirer et à conserver le personnel de direction et technique, les employés des ventes et de commercialisation nécessaire pourrait avoir une incidence défavorable sur sa croissance et sa rentabilité future. La Société pourrait être obligée d'augmenter la rémunération versée aux employés actuels ou aux nouveaux employés de façon telle que ses dépenses d'exploitation pourraient être substantiellement augmentées.

La concurrence et l'évolution technologique

Le marché canadien et nord-américain des spécialistes de l'intelligence d'affaires est l'affaire d'entreprises de modeste taille. Généralement, ces entreprises se spécialisent dans un champ d'activités très pointu et très peu d'entre elles offrent des services complets dans ce domaine. Dans le but de demeurer à la fine pointe de la technologie, la Société devra développer une gamme complète de solutions. Que ce soit une concurrence livrée par de nouveaux arrivants offrant des solutions d'intelligence d'affaires, ou d'entreprises déjà établies, la concurrence au sein de l'industrie d'intelligence d'affaires d'entreprises offrant des solutions semblables à celles qu'offrirait la Société devrait augmenter au cours des prochaines années. Certains concurrents de la Société pourraient avoir des ressources financières, techniques et de commercialisation qui pourraient être significativement supérieures à celles de la Société. Des progrès technologiques et le développement de certains produits ou solutions par des concurrents de la Société pourraient avoir pour effet de rendre désuets les produits ou solutions de la Société ou d'en réduire leur utilité pour les clients.

Incertitude reliée au marché des technologies de l'information

Le marché à l'égard des services que la Société offrira est tributaire des conditions économiques qui touchent le marché des technologies de l'information, plus particulièrement les services offerts en matière d'intelligence d'affaires. Des replis de l'économie pourraient faire en sorte que les clients annulent ou retardent des commandes à l'égard de ces services. Dans ce contexte, les clients pourraient connaître des difficultés financières, ne pas s'offrir ces services ou reporter les budgets pour la mise en place des solutions offertes par la Société ou cesser de faire affaires. À son tour, cette situation pourrait entraîner des cycles de vente plus longs, des retards ou des défauts de paiement ou de perception ainsi que des pressions sur les prix ce qui ferait en sorte que la Société réaliserait des revenus et des marges inférieurs.

Taux de change

Les résultats de la Société peuvent être affectés par les fluctuations du taux de change entre les devises étrangères et le dollar canadien. En effet, l'une des stratégies de la Société est de développer le volet international et ainsi ses revenus et ses dépenses peuvent être libellés en devises canadiennes et étrangères, principalement américaine, européenne et mexicaine, dans des proportions différentes. Ceci peut avoir une incidence défavorable ou favorable selon les fluctuations des taux de change sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Vous trouverez davantage de renseignements concernant la Société en consultant le site de Sedar (www.sedar.com).

Montréal, le 26 novembre 2009

(Signé) Nicolas Bonnafous

Nicolas Bonnafous, président et chef de la direction.

(Signé) Simon Lepage

Simon Lepage, chef des opérations financières.

Informations sur la Société

Administrateurs

Nicolas Bonnafous
Boucherville (Québec), Canada

Michael Perrault
Dollard des Ormeaux (Québec), Canada

Timothy R. Murdoch
Westmount (Québec), Canada

Dirigeants

Nicolas Bonnafous, président et chef de la direction
Boucherville (Québec), Canada

Simon Lepage, chef des opérations financières
Candiac (Québec), Canada

Denise Goncalves, vice-présidente développement des affaires
Verdun (Québec), Canada

Guillaume Bédard, vice-président Services Professionnels
Longueuil (Québec), Canada

Olivier Rocher, vice-président Solutions & Innovation
Pointe-Claire (Québec), Canada

Jacques Daigle, directeur général, Odésia Europe
Argenteuil, France

Alfredo Pina Cedillo, directeur-général, Odésia Mexique
Querétaro (Querétaro), Mexique

Agent chargé de la tenue des registres et des transferts

Services aux investisseurs Computershare inc.
1500 rue Université,
Bureau 7001
Montréal (Québec)
H3A 3S8

Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault s.e.n.c.r.l.
Avocats

Inscription boursière

Bourse de Croissance TSX
Symbole : ODS

Cusip: 675848105

Vérificateurs

Raymond Chabot Grant Thornton, s.e.n.c.r.l.
Comptables agréés.

Rapport annuel

Des exemplaires additionnels du rapport annuel seront expédiés sur demande écrite à :
Groupe ODÉSIA inc.
1155 University,
Bureau 800
Montréal (Québec)
H3B 3A7
Télécopieur: (514) 876-1153
Courriel : nbonnafous@odesia.com

Siège social

Groupe ODÉSIA inc.
1155 University,
Bureau 800
Montréal (Québec)
H3B 3A7

Téléphone: (514) 876-1155
Télécopieur: (514) 876-1153